

TERRORISME À TIZI-OUZOU

Une inquiétante
recrudescence malgré
l'importance des moyens
militaires déployés

Enlèvements, extorsion de fonds, faux bar-
rages et attentats contre les forces de sécurité,
les terroristes du GSPC/AQMI n'arrêtent pas de
se signaler par des actions sporadiques et
néanmoins sanglantes sur quasiment l'en-
semble du territoire de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Une région qui semble devenir le champ de
prédilection de l'activisme subversif depuis au
moins quatre ans du groupe terroriste armé qui
a marqué son retour avec une série d'attentats
ciblés depuis cette date.

Même si, auparavant, la présence des terro-
ristes était circonscrite à quelques poches tra-
ditionnelles et situées à l'ouest, au sud et au
nord de la wilaya de Tizi-Ouzou, à la lisière de la
wilaya voisine de Boumerdès.

L'attentat commis hier, dans la commune de
Maâtkas, l'un des plus meurtriers, depuis l'at-
taque qui a visé, en 2007, une patrouille de
gendarmerie, à Takhoukht, sur la RN 30, est le
dernier d'une sanglante série d'attentats ayant
visé les services de sécurité ou des éléments
assurant une activité sécuritaire et dont il serait
fastidieux de faire, ici, un macabre récapitulatif.

Il serait, néanmoins, utile de rappeler que la
wilaya de Tizi-Ouzou a connu le nombre le plus
élevé d'enlèvements d'entrepreneurs et de com-
merçants.

Plus d'une quarantaine de raptés enregistrés
depuis 2006, à quoi s'ajoutent, selon des
sources informées, les actes similaires qui ne
sont pas déclarés et tus par les parents des vic-
times qui se plient au diktat des terroristes qui
exigent le paiement de fortes rançons en
contrepartie de la libération des personnes en-
levées.

Notons aussi que la wilaya de Tizi-Ouzou a
connu un été 2009 particulièrement chaud sur le
plan sécuritaire marqué par, au moins, une
dizaine d'attentats sanglants contre les élé-
ments des services de sécurité et de l'ANP et
même contre des civils comme ce fut le cas à
Tadmaït, au mois de juillet dernier.

Trois civils furent assassinés par balle sur
une route de campagne sur les hauteurs de
cette ville, située à moins de 15 kilomètres à
l'ouest du chef-lieu de la wilaya.

Des attentats commis ces derniers mois se
sont soldés par la mort de près d'une dizaine de
soldats et d'autant de blessés parmi les élé-
ments de l'ANP fortement sollicités pour juguler
la nuisance des groupes terroristes armés.
Visiblement, c'est le caractère volatil, éclaté
favorisant leur extrême mobilité qui permet aux
terroristes de se soustraire à la force de frappe
de l'ANP qui a déployé d'importants moyens en
hommes et en matériels, avec un quadrillage
quasi systématique du terrain et des principales
voies d'accès.

Il ne se passe pas un mois, voire une semai-
ne, sans que l'on entende parler d'une vaste
opération de ratissage visant les maquis et les
bases logistiques que les terroristes n'arrêtent
pas d'implanter avec un essaimage inquiétant
qui en dit long sur l'importance des réseaux de
soutien qu'ils ont pu lever grâce ou à cause de
leurs arguments de persuasion matériel ou idéo-
logique. Des positions terroristes ont pu être
ainsi localisées, dans des localités de Haute-
Kabylie comme à Aïn-El-Hammam et
Iferrhounène qui n'ont jamais connu de présence
terroriste durant les pires années du terrorisme
des années 1990.

S. A. M.

AVIS DE DÉCÈS

La famille Madi a le regret de faire part du
décès de

M^{me} Madi Habiba, née Aouachria

L'enterrement aura lieu aujourd'hui à 13 h au
cimetière de Sidi-Harb, à Annaba

A Dieu nous appartenons et à Lui nous
retournons.

LOUISA HANOUNE DEVANT LES MEMBRES DU CONSEIL
NATIONAL DE SON PARTI :

«Il faut abroger la loi portant privatisation
des entreprises publiques»

*Louisa Hanoune revendique l'abrogation de la loi
01-04 portant privatisation des entreprises publiques
qui, selon elle, ne cadre plus avec la nouvelle donne
économique du pays. La revendication a été formu-
lée hier lors de son intervention devant les membres
du conseil national de son parti réunis en session
ordinaire au Centre international de la jeunesse de
Sidi Fredj.*

**Abder Bettache - Alger (Le
Soir)** - Durant deux heures, la
secrétaire général du Parti des
travailleurs a procédé à un véri-
table état des lieux, consacrant
une grande partie de son inter-
vention à la situation écono-
mique et sociale du pays. Bien
évidemment, la crise du systé-
me capitaliste a été également
au centre de l'intervention de la
première responsable du PT, qui
dira à ce propos que «cette nou-
velle donne a conforté nos posi-
tions, nos luttes et les luttes de
tous les travailleurs qui ont mili-
té pour la sauvegarde de leurs
outils de travail et par voie de
conséquence l'intérêt de la col-
lectivité nationale».

«Notre pays vit une nouvelle
ère, a-t-elle affirmé, et les chan-
gements apportés à travers la
loi de finances complémentaire
2009 et confortés par le projet
de loi de finances 2010 confor-
tent notre détermination à aller
de l'avant, alors qu'il n'y a pas
longtemps, on nous accusait
d'être des archaïques».

En guise d'arguments, l'ora-
trice cite les propos tenus der-
nièrement par le P-dg du Crédit
populaire d'Algérie (CPA), qui
affirmait que «le CPA aurait subi

de plein fouet les conséquences
de la crise financière mondiale
s'il avait été privatisé», ou enco-
re les récentes déclarations du
ministre du Commerce qui a
soutenu l'idée «de la réouvertu-
re des grandes surfaces de dis-
tribution».

«On ne peut plus restructu-
rer le système capitaliste. La
seule alternative est plus que
jamais le retour à la propriété
collective», plaide Louisa
Hanoune, qui indique au passa-

ge qu'«après deux décennies
de désertification économique
et sociale, notre pays a enregis-
tré un taux de croissance de
4 % dans le secteur de la pro-
duction industrielle». Mais il n'en
demeure pas moins pour Louisa
Hanoune que ce «recentrage»
économique ne reflète pas la
réalité sociale du pays. «La
situation sociale ne s'est guère
améliorée et les attentes du
monde du travail sont plus que
jamais d'actualité. Il faut une
augmentation substantielle du
salaire national minimum garan-
ti (SNMG), et la revalorisation
du régime indemnitaire doit
intervenir avec effet rétroactif,
comme cela a été le cas pour
les députés qui ont voté une loi
de revalorisation de leurs
salaires avec effet rétroactif. Il
faut procéder à une rupture tota-

le avec toutes les politiques qui
ont jusque-là porté préjudice à
notre pays», dira-t-elle. Notons
que la secrétaire générale du
Parti des travailleurs a longue-
ment défendu l'idée de «la rena-
tionalisation des entreprises pri-
vatisées à l'image de l'ENGI et
l'ENAD, qui, selon elle, étaient
sur le point d'être re-nationali-
sées sur décision du Premier
ministre», tout en se demandant
«qui était derrière le blocage ?»
Elle conclut son intervention en
appelant le gouvernement à
consacrer les libertés, à l'ouver-
ture et au respect du débat
contradictoire. C'est ainsi qu'elle
indique que la «cohésion socia-
le ne peut être assurée par la
force ou toutes formes de
répression mais plutôt par la
concertation et le dialogue».

A. B.

AFFAIRE DU SG DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Louisa Hanoune apporte son soutien

Lors de son intervention devant les membres
du conseil national de son parti, la secrétaire gé-
nérale du Parti des travailleurs s'est insurgée «contre
ceux qui manipulent la justice et violent le secret
de l'instruction pour porter préjudice à des per-
sonnes qui ne sont jusque-là que des présumés
coupables». Evoquant le cas des cadres de Sider
ou encore celui de la Sonelgaz, Louisa Hanoune a
exprimé son soutien aux propos tenus par les avo-
cats de l'ex-secrétaire général du ministère des
Travaux publics. Celui-ci est actuellement en
détention provisoire dans le cadre de l'affaire liée
au scandale de l'autoroute Est-Ouest.

«Nous soutenons la lutte contre la corruption,
et c'est important. Mais que cela ne se fasse pas

sur le dos de cadres ou de ceux contre qui aucune
preuve n'est retenue. Arrêtons de casser nos
cadres et laissons la justice faire son travail loin de
toute forme de manipulation et d'orientation», a-t-
elle déclaré.

«L'honneur des gens et de leurs familles n'a
pas de prix. On ne peut jeter des gens en prison
pour dire des mois après qu'ils sont innocents. La
justice les a réhabilités, mais le mal est fait», a-t-
elle conclu, en citant en exemple la femme cadre
de Sider décédée alors qu'elle était en détention
au niveau de la prison de Sétif ou encore le cas du
cadre de Sonelgaz d'Alger qui était en détention
au niveau de la prison de Serkadji.

A. B.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU RCD

Le politique à l'écoute de l'intellectuel !

*Ouverte jeudi matin à Zéralda, l'université d'été du
Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a
clôturé ses travaux, hier en fin de journée, après deux
jours pleins de débats fort intéressants dans ce qu'ils
structurent comme perspectives. La crise politique, qui,
pour Saïd Sadi, le président du RCD, s'est muée en
impasse historique, n'a pas été que commentaire partisan
: elle a été soumise à l'expertise d'intellectuels non orga-
niques, nationaux et étrangers.*

**Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le
Soir)** - Le militant politique a
nécessairement besoin de l'intel-
lectuel qui lui défriche le chemin
pour l'action politique. C'est pour
cela qu'il était intéressant de suivre
l'échange qui a eu lieu, deux jours
durant, entre militants partisans,
conviés à l'université d'été, et
intellectuels et experts nationaux
et étrangers.

Le président du RCD, Saïd
Sadi, aura eu raison de souligner,
dans son laïus liminaire, qu'il
importait vraiment d'extraire le
débat à l'invective et à l'anathème.
Et comme il lui revenait de faire
le rappel des problématiques sou-
mises à réflexion et débat, Saïd
Sadi a brossé le noir tableau d'une
Algérie où «la crise politique, après
une année de présidence à vie,
s'est transformée en impasse his-
torique».

Cette impasse, a-t-il fait com-
prendre, est la résultante des
répressions politique, économique
et sociale. Pour lui, la crise, ou plu-
tôt l'impasse, a découlé d'une
mécanique triviale. «De coup
d'Etat en coup d'Etat, de fraude en
corruption, on en est arrivé là», a-
t-il asséné. Lucide, comme à son
habitude, le président du RCD

s'est démarqué de ceux que la glo-
balisation effarouche et qui s'en
plaignent sans agir. «Se plaindre
de la globalisation, c'est autant se
plaindre du soleil qui se lève à
l'est. Il faut s'organiser en consé-
quence.» Mais comment y faire
face, justement ?

Dans le cheminement national
solitaire ou dans une synergie
d'union régionale ? Saïd Sadi, tout
comme Frej Chaïb, universitaire et
ancien secrétaire aux relations
internationales du RCD tunisien, et
Saïd Ameskan, ancien ministre
marocain des Transports, membre
du bureau politique du Mouvement
populaire et député, croit en un
destin maghrébin. Les trois inter-
venants se sont accordés à recon-
naître que le non-Maghreb coûte
énormément à chacun des Etats
du Maghreb. Mais le Maghreb en
tant qu'entité unie est-il possible ?

Pour composer une réponse, il
faut, au préalable, sérier les rai-
sons qui ont obéré cette union
depuis la Conférence de Tanger en
1958, voire la Conférence des
nationalistes en 1948 déjà.

S'ils devaient user de la même
et seule formule pour dire l'échec
de la construction maghrébine, les
trois intervenants auraient dit que

ce sont les divergences politiques
et la nature des régimes dans
chaque Etat du Maghreb qui ont
sabordé le projet d'intégration.

La question du Sahara occi-
dental, qui est apparue en 1975,
n'en constitue pas la raison, mais
ajoute à la difficulté. L'UMA, dont
les fondements ont été posés à la
Conférence de Marrakech en
1989, reste un mécanisme figé
depuis 1994.

«La règle de l'unanimité rete-
nue pour la prise de décision
donne à chaque chef d'Etat un
droit de veto, d'où le blocage», a
affirmé Frej Chaïb. Saïd Sadi, lui,
ajoute que les raisons de l'échec
sont à chercher également dans
l'absence de démocratie dans cha-
cun des pays du Maghreb.

Ce dernier croit à la fatalité de
cette construction maghrébine :
«Si nous ne faisons pas cet espa-
ce, il nous sera fatalement imposé.»

Le difficile pari économique

Vu de chez nous, l'essor éco-
nomique est aisément traduisible
sur le terrain de la réalité. Cette
vision n'est malheureusement pas
partagée par deux experts interna-
tionaux, Karl Heinz Paque, ancien
ministre des Finances du land de
Saxe-Anhalt, et Emmanuelle
Dupuy, président de l'IPSE.

Le premier a estimé qu'il est,
par exemple, difficile pour l'Algérie
de produire un surplus agricole,
étant donné sa démographie.

Et que la coopération avec
l'Europe ne peut être efficiente que
si les dirigeants développent une
claire vision de leur démarche.
Pour lui, les socialistes de l'équipe

Boumediene ne sont pas crédibles
parce qu'ils ont échoué et les isla-
mistes font peur à l'Europe.

Pour sa part, Dupuy, rapportant
la statistique du FMI, a considéré
que le taux d'attractivité de
l'Algérie est faible comparative-
ment au Maroc et à la Tunisie.

L'Algérie est classée à la 136^e
place sur un classement qui englo-
be 183 pays.

Selon lui, notant une étude de
l'OMC, il y aurait 10 millions de
pauvres en Algérie et 1,2 million de
personnes démunies.

Le conférencier a noté égale-
ment la chute du trafic maritime
entre Alger et Marseille de l'ordre
de 30 %.

La violence, ce mal qui ronge la
société

Les professeurs Merdaci, de
l'Université de Constantine, et
Medhar, de l'Université d'Alger, ont
eu à disséquer la violence en
Algérie. Pour Merdaci, le pouvoir
algérien connaît une déclinaison
makhzenienne et le pays traverse
une anomie historique.

Ce qui a produit cet état de fait,
l'universitaire le renvoie à une forte
urbanisation irréversible, à un déli-
tement du lien social, ainsi qu'à
l'inflation des signes extérieurs de
religiosité au sein de la société
profonde.

Pour Merdaci, les gens du pou-
voir ne voient pas cette société qui,
pourtant, est bien réelle.

Pour le professeur Medhar, le
système algérien s'articule autour
de la violence sociale. Et que la
violence armée a toujours pour
objet le pouvoir.

S. A. I.